

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5514 - Mercredi 10 novembre 2021 - Prix : 10 DA

Circulation difficile sur des axes routiers

De la pluie,
de la neige
et des tracas

Le secteur ambitionne de distribuer 320 000 unités d'ici fin 2021

Le ministre de l'Habitat rassure à nouveau les souscripteurs

Reprise prochaine
des négociations de
Vienne après cinq
mois d'interruption

Par Mohamed Habili

Après une interruption de cinq mois, les négociations de Vienne visant à relancer l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien, doivent reprendre le 29 novembre prochain, l'Iran ayant finalement consenti, après bien des admonestations de la part des Américains et des Européens, à y revenir. On ne saurait sous-estimer l'importance de cette reprise, de l'issue de laquelle bien des choses dépendent, et d'abord la paix dans la région du Golfe, et peut-être dans le monde, selon bien sûr qu'elle est ou non couronnée de succès. Un deuxième échec, qu'il conduise à un nouvel arrêt ou à une rupture complète, serait en effet difficilement rattrapable. L'accord dans l'ensemble de ses dispositions n'est pas valable ad vitam aeternam ; sa mise en œuvre est limitée dans le temps. Dans sa forme actuelle, que continue de récuser les Etats-Unis tout en cherchant à le réintégrer, bien sûr pour mieux le faire réviser, il devra prendre fin en 2031, l'année où les quinze années d'application de l'accord seront passées. D'ici là, bien des clauses imposant des restrictions à l'Iran dans le domaine nucléaire (les fameuses «sunset clauses») tomberont d'elles-mêmes, les unes à la suite des autres, par le simple passage du temps.

Suite en page 3

Annoncée par le Premier ministre

Enquête sur la cherté des billets Alger-Paris

- Parachever le projet du portail électronique dédié aux compétences nationales établies à l'étranger
- Vers plus de souplesse pour l'octroi de visas pour l'Algérie



Le Premier ministre a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la cherté des billets de voyage, notamment de la destination Paris-Alger. Aïmene Benabderrahmane a fait état, hier, d'une commission mise sur pied pour examiner la structure des prix. Page 2

Promotion de l'investissement à Béjaïa

Rencontres du wali avec les promoteurs et investisseurs

Sport/JM de 2022

Mustapha Moussa nommé directeur de l'organisation de la boxe

Annoncée par le Premier ministre

Enquête sur la cherté des billets Alger-Paris

■ Le Premier ministre a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la cherté des billets de voyage, notamment de la destination Paris-Alger. Aïmene Benabderrahmane a fait état, hier, d'une commission mise sur pied pour examiner la structure des prix.

Par Aomar Fekrache

Le Premier ministre répondait à une question de l'ambassadeur d'Algérie en France, Antar Daoud, lors de l'ouverture du débat durant la deuxième journée de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes. Il a, à l'occasion, reconnu que les prix des billets étaient «excessivement chers» et inaccessibles aux membres de la communauté algérienne à l'étranger. Benabderrahmane s'est ainsi engagé à «prendre les mesures nécessaires concernant les prix de billets, notamment ceux de la destination Alger-Paris». «Il a été constaté des pratiques qui désuaderaient la communauté algé-

rienne à l'étranger de se rendre dans leur pays, et en fonction des résultats de l'enquête, des mesures nécessaires seront prises pour permettre à la diaspora de rester en contact permanent avec leur patrie», a-t-il déclaré. «Nous savons que la pandémie de coronavirus a eu des incidences négatives sur plusieurs secteurs économiques, dont la compagnie Air Algérie, mais les prix proposés par cette dernière sont très chers et empêchent donc les membres de la communauté étrangère en France de se rendre en Algérie», s'était interrogé l'ambassadeur. Expliquant que le prix du billet vacillait entre 700 et 800 euros, alors que le salaire ne dépasse pas les 2 000 euros, le diplomate algérien s'était exclamé sur le sort d'une famille de 4 membres qui voudraient acheter des billets pour environ 3 000 euros.

Vers plus de souplesse pour l'octroi de visas pour l'Algérie

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a plaidé, hier à Alger, en faveur d'un nouveau stade décisionnel à même de permettre aux investisseurs étrangers et touristes d'obtenir plus facilement un visa pour l'Algérie.

«Il faut qu'on passe à un autre stade décisionnel qui permettra aux investisseurs étrangers et aux touristes d'accéder aux visas algériens en toute facilité, en prenant en compte les pré-occupations et les implications», a déclaré le Premier ministre, en réponse à une question de l'ambassadeur d'Algérie à Moscou, Smail Benamara, lors de la deuxième journée de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consulaires, qui se tient sous le thème «La diplomatie algérienne et les défis internationaux de l'Algérie nouvelle».

«Nous avons constaté des lourdeurs dans l'octroi des visas pour les investisseurs étrangers et les contingents de touristes qui veulent venir en Algérie», a-t-il déploré. Soulignant qu'il s'agit d'une préoccupation légitime, le Premier ministre a notamment fait état d'investisseurs étrangers qui se sont plaints du fait que le visa algérien est «le plus difficile à obtenir». A cet égard, le chef de l'exécutif a insisté sur la nécessité de délivrer les visas d'une façon «instantanée».

M. Benabderrahmane est, en outre, revenu sur le rapatriement des déportés d'Algériens à partir de l'étranger, relevant qu'il y aura «une approche globale dans tous les pays dans lesquels se trouve la communauté nationale à l'étranger».

«Nous allons prendre des mesures dans les deux prochains mois après consultation du président de la République Abdelmadjid Tebboune», a-t-il précisé. **A. F.**

Parachever le projet du portail électronique dédié aux compétences nationales établies à l'étranger

Par ailleurs, le Premier ministre a souligné le rôle important de la communauté nationale à l'étranger dans le développement du pays. Il a précisé que les membres de la communauté algérienne, qui regroupe un nombre de plus en plus croissant de compétences, de chercheurs et d'enseignants de haut niveau, ont exprimé leur volonté d'apporter leur savoir-faire et assurer des formations de haut niveau en Algérie. Ainsi, il a insisté sur «l'impératif d'œuvrer au parachèvement du projet du portail électronique dédié aux compétences nationales établies à l'étranger, pour une meilleure contribution au développement des domaines scientifiques et techniques, des nouvelles technologies de l'information et de la



communication et de l'intelligence artificielle, ainsi que d'autres domaines de l'économie de la connaissance». «Pour un apport volontaire et régulier au processus d'édification du pays, notre communauté a besoin de renouer avec la confiance. Je tiens à rappeler, à ce propos, que cette question figure en tête des priorités du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune», a indiqué M. Benabderrahmane, précisant que «le succès de tout programme de développement est lié à l'adhésion de l'élite et du citoyen à ce dernier». Il a, à ce titre, exhorté les missions diplomatiques algériennes à «écouter les préoccupations de la communauté et à accompagner les compétences nationales à l'étranger, en leur apportant le soutien et l'appui nécessaires dans leurs domaines d'activité au sein des instances, des organisations et des centres de recherche».

Les représentations diplomatiques appelées à promouvoir la destination Algérie

Le Premier ministre a en outre appelé les représentations diplomatiques et consulaires algériennes à promouvoir la destina-

tion Algérie en tant que «destination touristique par excellence».

En dépit des grandes potentialités naturelles du pays, le secteur du Tourisme est confronté à de nombreux obstacles et nécessite un plan de relance pour faire de l'Algérie une destination touristique par excellence, a souligné M. Benabderrahmane dans la même allocution au Palais des Nations. Il a précisé que cette relance implique, entre autres, de «faciliter les mesures d'obtention du visa au profit des touristes étrangers, de diversifier l'offre touristique, d'œuvrer à la réalisation de pôles touristiques d'excellence conformes aux standards internationaux et d'encourager le recours aux formules attractives». Le Premier ministre a souligné que les représentations diplomatiques et consulaires doivent «contribuer à la réalisation de ces objectifs, en œuvrant

à la promotion de la destination Algérie et des investissements dans le domaine touristique».

Il a évoqué un volet important des priorités de l'action gouvernementale, lié à la coopération internationale pour des partenariats gagnant-gagnant qui cadrent avec les efforts nationaux pour la mise en place d'une économie nationale cohérente, créatrice de richesses et d'emplois, non dépendante de la rente pétrolière et ouverte à l'investissement étranger.

«Nos missions diplomatiques sont appelées à mettre en place des bases de données économiques et commerciales et à élaborer des documents constamment mis à jour pour mieux répondre à la demande en matière de statistiques et d'indicateurs économiques sur les opportunités d'investissement et de partenariat», a-t-il ajouté.

A. F.

Bilan des dernières 24 heures

131 nouveaux contaminés et 4 décès

L'Algérie a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins que le bilan d'hier (5), portant à 5 954 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 131 cas, soit 33 cas de plus par rapport au bilan d'hier (98), pour atteindre, au total, 207 385 cas confirmés.

R. N.

Le secteur ambitionne de distribuer 320 000 unités d'ici fin 2021

Le ministre de l'Habitat rassure à nouveau les souscripteurs

La réalisation des différents programmes de logements en Algérie accuse d'énormes retards. Tous les segments du logement sont en souffrance, que ce soit l'AADL, le LSP, le LPP, social, etc. Sur un total de logements en projet, tous types confondus, seuls quelques-uns sont achevés et la plupart ne sont pas encore distribués. Le comble du paradoxe est que les bénéficiaires ont commencé d'ores et déjà à rembourser les prêts qu'ils avaient contractés auprès des banques. Cette situation ne cesse de provoquer la colère des milliers de bénéficiaires de ces logements. En effet, plusieurs chantiers demeurent inachevés à travers le territoire national. Des milliers

de logements qui devaient être réceptionnés il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrages dans de nombreuses wilayas, sont en stagnation. Cela est imputé notamment au manque de qualification des entreprises chargées de leur réalisation et de la flambée spectaculaire des prix des matériaux de construction. A cet effet, le ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belaribi, a tenu, hier, à rassurer, encore une fois, l'ensemble des souscripteurs dans les différents types de logement, affirmant que la réalisation du programme de type location-vente et autres formules se poursuivait. Le premier responsable du secteur s'est montré ainsi confiant quant

à la poursuite des programmes de logements, annonçant que son secteur aspire à distribuer 320 000 unités de logement, toutes formules confondues, d'ici fin 2021. Le ministre a fait état, dans une déclaration lors de son passage sur le plateau d'une chaîne de télévision privée, de la «distribution, depuis début 2021, de 290 000 unités de logement de différentes formules». «Nous aspirons à livrer, avant la fin de l'année en cours, 320 000 unités de logement», a-t-il dit, relevant que 900 000 autres unités étaient en cours de réalisation. Concernant les logements location-vente AADL, le ministre a estimé que «90 % des objectifs de cette formule ont été atteints», soulignant que son département

ministériel ambitionnait de distribuer «153 000 unités de logement avec cette formule jusqu'à la fin de l'année 2021». Selon M. Belaribi, «38 000 souscripteurs de la formule AADL recevront l'ordre de versement de la 1^{re} tranche avant la fin de l'année en cours, après l'examen et l'admission des recours introduits via la plateforme électronique dédiée à cet effet», ajoutant que «68 000 autres souscripteurs recevront les décisions d'affectation avant fin novembre». «Aucune augmentation n'est envisagée pour les prix des logements de type location-vente (AADL)», a assuré M. Belaribi qui a appelé les souscripteurs à «ne pas se perdre dans les rumeurs».

Meriem Benchaouia

Perturbation dans les écoles

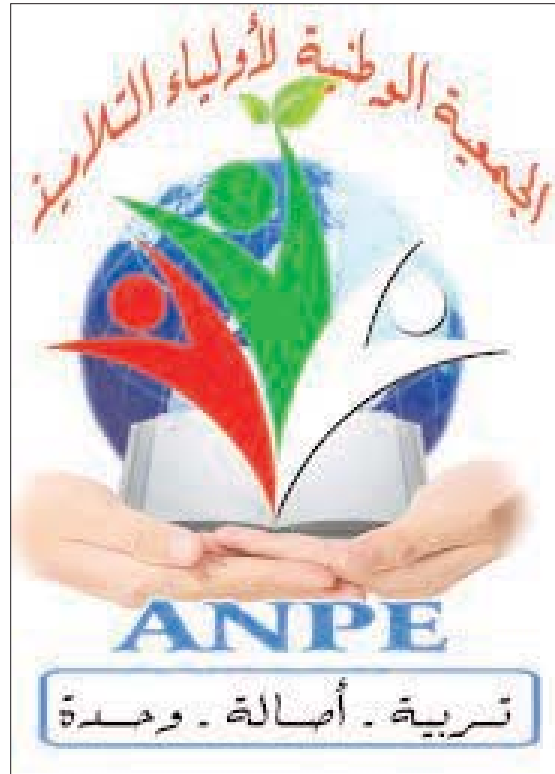
Les parents d'élèves interpellent les autorités pour stopper les grèves

■ Réagissant au maintien de la grève cyclique de deux jours à laquelle a appelé le Cnapeste et la détermination des autres syndicats à faire de même, l'Association nationale des parents d'élèves n'apprécie pas ces actions et compte interpellier les autorités pour préserver l'intérêt des élèves et maintenir l'école à l'abri de toute forme de contrainte.

Par Thinhinene Khouchi

Le spectre de la grève a ressurgi dans le secteur de l'Education nationale. En effet, depuis le début du mois en cours, le Cnapeste a décidé d'entamer une grève cyclique de deux jours afin de soulever plusieurs revendications, notamment la dégradation du pouvoir d'achat des enseignants. Les autres syndicats de l'Education se disent prêts à faire de même mais aimeraient déclencher un mouvement de protestation «général» et «multisectoriel» dans le cadre de la Confédération des syndicats algériens (CSA) qui multiplie, d'ailleurs, les réunions ces jours-ci. Réagissant à ces appels à la grève, l'Association des parents des élèves a fait part de son désaccord à l'égard de la mise en œuvre possible de cette méthode de revendication, assurant que «les parents d'élèves vitupèrent contre toute grève des enseignants de l'Education nationale en Algérie». Déjà affectés par la crise économique, politique et sanitaire que connaît actuellement le pays, les établissements scolaires ne doivent pas subir des grèves. Dans un communiqué, l'Association qualifie les incitations à la grève comme étant «une atteinte portée aux intérêts de l'ensemble

des élèves des trois paliers et à la structure du système éducatif algérien». Dans son communiqué, l'Association nationale des parents d'élèves a indiqué qu'«un bon nombre d'unités syndicales de l'enseignement public planifient le déclenchement d'une grève générale». Selon elle, «c'est insensé en considérant que la rentrée scolaire vient seulement de commencer». Se disant soucieuse de l'avenir des élèves, cette dernière a menacé les syndicats de les attaquer en justice, en cas d'arrêt de cours. «L'Association nationale des parents d'élèves n'exclut pas le recours à l'autorité judiciaire afin de préserver l'intérêt des élèves et maintenir l'école à l'abri de toute forme de contrainte». C'est, en outre, ce qu'on peut lire dans le document en question. Réagissant à ces condamnations, Meziane Meriane, coordinateur du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, a indiqué à un site d'information qu'«on aurait aimé que ces associations interviennent en amont et non en aval. On aurait aimé aussi que ces associations dénoncent les conditions lamentables dans lesquelles évoluent les enfants. On aurait aimé également qu'elles interviennent avant le déclenchement de la grève et non pas après». Ajoutant que «les gré-



vistes et les syndicalistes sont aussi parents d'élèves». Meriane dira qu'«il est plus important qu'on arrête de faire dans la sur-

enchère sur l'éducation de nos enfants. Il faut arrêter avec ce genre d'agissements».

T. K.

Circulation difficile sur des axes routiers

De la pluie, de la neige et des tracas

Le mauvais temps persiste depuis plus d'une semaine, avec ses fortes chutes de pluie et surtout ses désagréments pour les usagers de la route en raison d'importants cumuls des eaux sur les axes routiers. La neige est même tombée sur les hauteurs de Tizi-Ouzou et de Bouira. Après un été très chaud, marqué par des incendies qui ont ravagé des forêts entières du pays, notamment en Kabylie, le mauvais temps s'est installé depuis quelques jours. Si les pluies automnales sont bénéfiques et salvatrices pour l'agriculture et la reconstitution des réserves d'eau du pays, après une sécheresse qui a trop duré, les premières pluies ont provoqué des inondations meurtrières, comme ce fut le cas fin octobre à Alger, où trois personnes ont été emportées par les eaux. Ces pluies ont comme d'habitude perturbé le trafic automobile au niveau de plusieurs axes routiers où d'énormes embouteillages se sont formés. Ces

pluies rendent dangereuse la conduite sur les routes et les autoroutes du pays et le risque d'accidents meurtriers est très élevé. Les routes deviennent glissantes et impraticables sur plusieurs axes avec une visibilité réduite. Les images et vidéos publiées sur les réseaux sociaux, notamment par la page spécialisée Info Trafic Algérie, montrent une perturbation de la circulation sur plusieurs axes routiers, notamment au niveau du stade 5-Juillet, de la trémie Ain Allah vers Ben Aknoun, au niveau de Qahwet Chargui, Staouali vers Bridja, etc., en raison du niveau d'eau élevé sur la route. Le site rappelle aux usagers des axes de la capitale de la formation de flaques d'eau sur les mêmes routes, là où sont enregistrées des perturbations de la circulation et les appelle à être patients et prudents et évitez l'aventure dans ces circonstances. Cette période de l'année est toujours synonyme de tracas et de désagréments avec le

spectre des inondations qui met plusieurs villes du pays en danger. Les dernières pluies, pourtant très attendues, ont malheureusement, une fois de plus, mis à nu les défaillances et le travail bâclé des collectivités locales. Quelques heures d'averses ont suffi pour inonder plusieurs villes, des demeures et des écoles et bloquer de grandes artères. La Gendarmerie nationale a rappelé, sur son compte Facebook, aux automobilistes l'obligation d'allumer les feux de position avant en temps de pluie. Ne pas se conformer à cette règle de loi est considéré comme une infraction au code de la route. L'auteur de l'infraction se verra infliger de lourdes sanctions, notamment le retrait immédiat de son permis pour une période de 3 mois et une amende de 2 000 DA, rappelle encore la GN sur sa page Facebook «Tariki». Depuis quelques jours, les pluies s'abattent sur plusieurs régions du pays et vont encore durer jusqu'à ce soir. En effet, les

services de Météo Algérie ont fait état, hier, dans un bulletin météo spécial (BMS), de la poursuite de fortes précipitations, parfois sous forme d'orages, sur plusieurs wilayas du nord du pays. Les wilayas de Skikda, Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou, Boumerdès, Alger, Tipaza, Chlef, Relizane, Tissemsilt, Ain Defla, Médéa, Blida, Bouira, Bordj, Arridj, Sétif, Mila, sont placées en vigilance «orange». La validité du BMS devra s'étaler au moins jusqu'à aujourd'hui. La quantité de pluie estimée durant la validité de ce BMS devrait varier entre 40 et 60 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 80 mm sur les wilayas côtières. Les wilayas du Sud ne sont pas épargnées par ces perturbations. Une activité pluvio-orageuse affecte depuis hier la wilaya d'Illizi, avec des quantités de pluie pouvant atteindre localement les 40 mm. Une amélioration progressive est, par ailleurs, attendue à partir de ce soir ou demain, précise la même source.

Louisa A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Reprise prochaine des négociations de Vienne après cinq mois d'interruption

Suite de la page une

Les négociations reprendront le 29 novembre suivant le même dispositif que celui d'avant l'interruption, c'est-à-dire que la délégation américaine ne siègera pas à la même table que les autres parties prenantes, mais qu'elle interviendra depuis l'extérieur, par le truchement des représentants européens. Voilà qui semble dire qu'aucun progrès n'a été réalisé pendant ces cinq derniers mois, que les négociations vont reprendre au point exact où elles se sont arrêtées. En fait, par des moyens indirects, celles-ci se sont poursuivies, au gré notamment des déclarations des responsables américains et iraniens, qui n'ont pas manqué, tenant lieu d'échanges et même parfois d'ouvertures, en dépit de la forme prise, constamment négative quant à elle. Ainsi, par exemple, de la dernière précision apportée par la diplomatie américaine, relative aux sanctions économiques, dont les Iraniens exigent la levée pure et simple, d'après laquelle l'administration Biden n'a l'intention d'annuler que celles que la précédente avait réintroduites au moment de son retrait de l'accord, en mai 2018. Seront maintenues en revanche toutes celles qui ne sont pas le fait des Etats-Unis. Or ce sont précisément ces sanctions, portant sur leurs exportations de pétrole, principale source de leurs revenus extérieurs, que les Iraniens sont le plus pressés de voir lever. Il y a tout lieu de croire que s'ils reviennent à la table des négociations, c'est surtout dans cette optique. Du côté américain, l'objectif reste sans doute de faire en sorte que les Iraniens ne puissent jamais fabriquer leur propre bombe atomique, ni avant 2031, ni au-delà. L'administration actuelle ne reprend pas à son compte les 12 propositions faites par la précédente au moment où elle se retirait de l'accord en 2018. Mais elle ne tient pas moins que cette dernière à la renégociation du deal iranien. Elle a suffisamment répété qu'elle ne laisserait pas l'Iran se doter de l'arme nucléaire pour qu'il faille la croire. Une condition sine qua non que l'Iran serait disposé à satisfaire, s'il est bien vrai que son but n'est pas d'en fabriquer. Reste que pour ses alliés dans la région, pour Israël notamment, tout accord est une erreur funeste, qu'il faudrait s'atteler aussitôt à corriger. Lui ne se satisfait que de la complète destruction des installations nucléaires iraniennes. Et encore, ce ne serait que la moitié de ce qu'il faudrait faire, l'autre étant la liquidation de tous les Iraniens ayant compris comment fabriquer la bombe, quand bien même ils n'auraient nullement l'intention de la fabriquer. A la limite, à défaut de les assassiner, il accepterait qu'ils lui soient livrés, seul moyen pour lui de contrôler leurs actes.

M. H.

Elections municipales à Mostaganem

Outre un maire, la commune revendique un projet

■ *Mostaganem, comme collectivité locale, n'est pas prête à dévoiler toutes ses ambitions pour la simple raison que la ville souhaite un réel projet de développement. Ceci s'explique par le fait que quatre mandats successifs n'ont absolument pas répondu aux aspirations de ses habitants.*

Par Lotfi Abdelmadjid

Des aspirations de ville intelligente, de ville moderne, de ville propre et surtout de ville verte, qui sont restées très loin d'être accomplies. Le citoyen lambda continue à s'entourer dans les conditions

Conseil constitutionnel Formation sur l'exception d'inconstitutionnalité au profit des avocats

Le Conseil constitutionnel organise, dès jeudi prochain, des ateliers régionaux de formation au profit des avocats sur l'exception d'inconstitutionnalité des lois et ses modalités d'application, a indiqué, hier, un communiqué du conseil.

«Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action annuel du projet "la Constitution au service du citoyen" qui lie le Conseil constitutionnel au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) visant essentiellement à renforcer la mise en œuvre du mécanisme d'exception d'inconstitutionnalité et à développer les expertises des différents acteurs intervenants, et après approbation par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Conseil constitutionnel organisera des ateliers régionaux de formation au profit des avocats le 11 novembre 2021 à l'Hôtel El Djazaïr (Alger), le 18 novembre à Constantine et le 25 novembre à Oran», lit-on dans le communiqué.

Ces ateliers seront animés par «des experts algériens et étrangers et ont pour principal objectif de renforcer les connaissances des avocats concernant le mécanisme d'exception d'inconstitutionnalité et ses modalités d'application, l'avocat étant le principal acteur chargé de l'application de ce mécanisme, notamment après son élargissement dans le cadre de la révision constitutionnelle de novembre 2020 à l'exception d'inconstitutionnalité dans les dispositions réglementaires et législatives, ce qui est à même de renforcer la protection des droits de l'Homme et des justiciables», conclut la même source.

Hania T.

d'un cadre de vie précaire. Un développement qui ne figure sur aucune feuille de route. Une commune avide de projet s'est donnée à des élus qui ne savaient même pas pourquoi ils ont embrassé la mission de gérer la commune. Mostaganem est passée à côté du développement parce que les responsables naviguaient à vue. Depuis longtemps, la ville n'a pas connu de réel projet et beaucoup de missions furent délaissées. Le diagnostic établi révèle que la majorité des services sont obsolètes. Les services techniques, ceux de l'hygiène, ceux de la voirie, ceux de l'entretien des écoles primaires, ceux de l'environnement, ceux de la maintenance des instruments du trafic routier et autres, sont en état de dépérissement. Aucun maire, et moins encore le secrétaire général, n'a eu la compétence de redresser la barre et rendre à la commune son rang de ville chef-lieu. Faut-il rappeler que le principal instrument urbanistique, soit le PDAU, qui est en sa phase ultime d'approbation, n'a jamais fait l'objet d'une présentation publique. Le travail en catimini chez certains élus semble être une culture. Ne pas associer la société civile à de tels projets est déjà un signal d'échec d'une APC. A l'occasion de cette campagne électorale



qui en est à sa première semaine, les candidats doivent être porteurs d'idées innovantes, porteurs d'instruments managériaux et de projets capables d'améliorer le cadre de vie du citoyen. Ce dernier s'attend à voir des changements dans l'éducation, dans la qualité des transports, des améliorations dans la stratégie verte, de l'organisation dans le commerce, de l'équilibre dans les aménagements, de la réhabilitation du vieux bâti, de la rénovation du plan de circulation,

dans le confort urbain par l'implantation d'un mobilier répondant aux besoins de la population. En définitive, ce projet ne peut être mis sur pied adéquatement sans la refonte de l'administration de la commune. Une refonte qui consisterait à revoir l'organigramme communal, passant d'abord par des réajustements au sein des équipes technique et administrative tout en se focalisant sur la responsabilité du secrétaire général. Le confort financier de la commune est une

affaire de bonne gestion, une gestion qui repose surtout sur les possibilités légales du recouvrement des recettes de la commune, longtemps abandonnées. Aujourd'hui, le maire doit d'abord être capable de manager la commune par des approches sûres, sans négliger la concertation qui est le mécanisme vecteur de la démocratie participative. Etre maire, c'est être dans l'esprit du management moderne auquel Mostaganem aspire.

L. A.

Ooredoo, opérateur télécom officiel de la Coupe du monde

L'entreprise soutient la Fédération internationale de football (Fifa) dans l'organisation des plus grands tournois du monde et de la région

Ooredoo a annoncé qu'il sera l'opérateur télécom officiel de la Coupe du monde de la Fifa, Qatar 2022, au Moyen-Orient et en Afrique, et l'opérateur télécom officiel de la Coupe arabe de la Fifa, Qatar 2021, au Moyen-Orient et en Afrique.

Le choix porté sur Ooredoo pour soutenir de tels événements sportifs majeurs vient renforcer l'étroite collaboration entre Ooredoo et la Fifa, puisque Ooredoo était déjà le sponsor national de la Coupe du monde des Clubs de la Fifa, Qatar dans les éditions 2019 et 2020.

À cette occasion, le directeur commercial de Ooredoo Qatar, Sheikh Nasser Bin Hamad Bin Nasser Al Thani, a déclaré : «Nous sommes très fiers de collaborer encore une fois avec la Fédération internationale de football (Fifa), en étant cette fois-ci le sponsor principal du plus grand et le plus important évé-

nement sportif au monde et de la plus grande compétition footballistique de la région. En 2021 et 2022, tous les regards seront tournés vers le Qatar, ce qui constituera une grande opportunité pour notre entreprise d'asseoir son leadership dans les domaines des télécommunications et de l'innovation, sans parler de la communication avec les supporters des différents pays de la région et faire connaître notre cher pays, qui est le carrefour des grandes manifestations sportives. C'est également une belle occasion de célébrer le sport le plus populaire au monde».

Sheikh Nasser Bin Hamad Bin Nasser Al Thani a ajouté : «Au Qatar, nous disposons de nombreuses infrastructures sportives mondiales équipées avec les dernières technologies et les innovations les plus pointues. Le réseau très développé de Ooredoo est capable de répondre aux besoins des sup-

porters et des invités, notamment en termes de vitesse et de la confiance que tout le monde recherche lors d'une compétition d'une telle envergure. Je voudrais exprimer, encore une fois, notre fierté de contribuer au soutien de notre pays dans l'organisation de cet important événement mondial afin d'offrir à tous nos invités une expérience inoubliable. Nous sommes également très impatients de suivre les matchs et l'ambiance avec la présence des supporters du monde entier». Pour sa part, le directeur des revenus commerciaux au sein de la Fifa, M. Nick Brown, a affirmé : «Nous sommes ravis de voir Ooredoo, sponsor régional de ces deux grandes compétitions au Qatar. Avec sa présence à nos côtés, nous aspirons à accueillir deux événements majeurs inoubliables, qui réuniront les amoureux du ballon rond au Qatar et partout dans le monde».

La Coupe du monde de la

Fifa, Qatar 2022, se tiendra du 21 novembre au 18 décembre 2022. Cette Coupe du monde est le plus grand événement sportif et le plus suivi au monde. L'édition du Qatar 2022 sera la première Coupe du monde abritée par un pays arabe et de la région du Moyen-Orient et Nord Afrique. On prévoit plus de 110 millions de téléspectateurs pour chaque match, sachant qu'environ 51 % de la population à travers le monde a suivi les matchs de la Coupe du monde Fifa, Russie 2018.

La Coupe arabe de la Fifa, Qatar 2021, se tiendra du 30 novembre au 18 décembre 2021, avec la participation de 16 équipes. Il s'agit d'un tournoi préparatoire avant d'accueillir la Coupe du monde de la Fifa Qatar 2022, du 21 novembre au 18 décembre 2022. Pour plus d'informations sur les deux compétitions, veuillez consulter le site FIFA.com.

Communiqué

Hydrocarbures

60 % du domaine minier algérien n'est pas exploré

■ Seulement 40 % du domaine minier national fait l'objet de prospection et d'exploitation, a indiqué à Oran le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Noureddine Daoudi, qui a souligné l'ampleur des investissements à consentir pour la valorisation des ressources d'hydrocarbures en Algérie.



Par Samia Y.

«**L**a superficie couverte par les travaux de prospection, de recherche et de d'exploitation représente 40 % de la surface globale, ce qui laisse libre une superficie dépassant les 60 % du domaine minier national des hydrocarbures, qui n'est pas encore exploré», a déclaré M. Daoudi à l'ouverture de la 10^e édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures (NAPEC 2021).

Selon le dirigeant d'Alnaft, «la couverture du domaine minier national des hydrocarbures (onshore et offshore) qui s'étend sur une superficie de plus de 1.75 million de kilomètres carrés, en matière de travaux, demeure insuffisante». «Ces chiffres témoignent de la diversité d'opportunités présentes et de l'ampleur des investissements à considérer dans les perspectives d'une valorisation optimale des ressources existantes», a-t-il soutenu.

Avant d'ajouter que «le potentiel pétro-gazier de l'Algérie demeure important et la base des

réserves actuelles peut être renforcée grâce à la couverture de l'ensemble des thématiques et régions du pays, y compris le offshore». Le domaine offshore, devrait «bénéficier d'une appréciation plus soutenue», a estimé M. Daoudi, rappelant que 75 % des découvertes majeures réalisées à travers le monde ces dernières années sont situées en mer. Le président d'Alnaft a, par ailleurs, évoqué la nouvelle loi sur les hydrocarbures qui vise «l'amélioration et l'assouplissement des conditions de réalisation des projets». «Cette loi, bénéfique aussi bien aux investisseurs qu'à l'Etat, permet une meilleure rentabilité», a-t-il affirmé. Le dirigeant d'Alnaft a aussi abordé d'autres questions liées à l'environnement, à la quête de décarboner le secteur de l'Energie et à la place de l'hybride dans la transition énergétique.

S. Y.

Ciment

Le Groupe Gica parvient à s'introduire sur le marché européen

Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) est parvenu, en 2021, à diversifier ses clients à l'international, notamment par la commercialisation de ses produits sur le marché européen, a indiqué le groupe dans un communiqué. «En 2021, le groupe est encore parvenu à diversifier ses clients, en pénétrant le marché européen, à travers l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne», s'est félicité Gica.

Le Groupe public rappelle, dans ce sens, que lors de sa première année d'exportation en 2018, il avait réalisé des exportations de l'ordre de 272 196 de tonnes, à destination de plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Gambie).

En 2019, ajoute le communiqué, les expéditions internationales du Groupe ont atteint 519 051 tonnes, avant de passer à 1 325 875 tonnes en 2020, touchant, cette fois-ci, de nouvelles régions (Amérique latine, Iles Caraïbes). Cette année, le

cimentier public est parvenu à s'introduire sur le marché européen avec ses exportations, en ciment et clinker, ajoutant que ses expéditions à l'international devraient dépasser 2 millions de tonnes à la fin de l'année 2021, contre 1,3 million de tonnes en 2020. Cette nette évolution est le fruit des mesures prises par les pouvoirs publics, à l'effet d'encourager et de diversifier les exportations hors hydrocarbures, notamment dans les filières stratégiques, comme le ciment, affirme-t-il.

Le Groupe a également annoncé qu'il est «en phase d'études d'opportunités pour s'externaliser par l'investissement à l'étranger».

Diversification de la gamme de produits sur le marché local

Le Groupe Gica, détenant 14 cimenteries à travers le territoire national, produit plusieurs types de ciments adaptés aux différentes utilisations (travaux cou-

rants de maçonnerie, préparation de mortiers, grands travaux nécessitant une haute résistance, construction en milieux agressifs et forages de puits de pétrole et de gaz).

Dans le souci de répondre aux besoins des ménages pour la réalisation de petits travaux domestiques, le Groupe Gica produit actuellement, à travers sa filiale, la Société des ciments de Hamma Bouziane (Constantine), des sacs de 16,7 kg, affirme le cimentier, ajoutant qu'une quantité de ces petits sacs a déjà été placée sur le marché britannique, en collaboration avec un opérateur algérien.

Par ailleurs, dans le cadre de la diversification de sa gamme de produits, le Groupe Gica s'est lancé dans l'exploitation de marbre, suite à la reprise de l'unité de Guelma et la carrière Onyx de Mahoua en 2018, qui étaient détenues par l'Entreprise nationale de marbre (Enamarbre).

L'entrée en service de cet

investissement est prévue en juin 2022, après l'achèvement des travaux de restructuration et de modernisation de l'outil de production, annonce le Groupe, soulignant que la reprise de cette unité, qui était en difficulté financière, a permis de sauver 97 emplois.

Gica affirme qu'il détient 50 % de parts du marché national du ciment, «en dépit de la forte concurrence que connaît le secteur».

Il compte également intégrer de nouveaux créneaux d'activités, qu'il dévoilera «au moment opportun», rappelant qu'il offre déjà d'autres produits et services liés à l'industrie des matériaux de construction.

Il s'agit, entre autres, de la production et de la commercialisation de granulats et de béton prêt à l'emploi, du montage et de la maintenance industriels, de l'assistance technique, de la formation et de la sécurité et gardiennage, précise le communiqué.

Farid M.

Changes

Léger recul du dollar face aux autres monnaies

Le dollar reculait encore légèrement hier face à un panier d'autres monnaies, les analystes guettant déjà les données sur l'inflation américaine aujourd'hui, en l'absence d'indicateurs forts sur la séance. Hier matin, le Dollar index, qui compare le billet vert à un panier d'autres grandes monnaies, cédait 0,11 % à 93,95 points, sa troisième séance consécutive de baisse.

Cette faiblesse intervient alors qu'un rapport sur l'emploi robuste avait porté l'indice à son plus haut niveau depuis plus d'un an vendredi.

Mais depuis, «avec le signal de la Fed (Réserve fédérale américaine) qu'elle n'achèverait pas son programme de rachats d'actifs avant juin 2022, les hausses de taux devront probablement attendre le deuxième semestre», commente Matthew Ryan, analyste. Avant la publication des données sur l'inflation aujourd'hui, le marché suivra un discours du président de la Fed, Jerome Powell, suivi par celui du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, dans le cadre de la même conférence. La livre britannique se redressait encore hier après s'être effondrée jeudi, la BoE ayant pris les marchés par surprise en ne remontant pas son taux directeur.

Face à l'euro, la monnaie britannique prenait 0,17 % à 85,29 pence pour un euro, et face au billet vert, elle gagne 0,26 % à 1,3598 dollar pour une livre.

R. E.

Assurances agricoles

Le nouveau modèle vise à augmenter de 55 % le taux d'assurance

Le nouveau modèle des assurances agricoles de la Caisse nationales de mutualité agricole (Cnma) vise à augmenter à 55 % le taux d'assurance des adhérents éleveurs et agriculteurs, a annoncé, à Mostaganem, le directeur général de la Caisse, Chérif Benhabylès. En marge de son inauguration du nouveau siège de la CRMA à Kheredine, M. Benhabylès a souligné que ce modèle vise à accompagner les agriculteurs et les éleveurs pour faire face aux catastrophes naturelles, à diversifier des produits et leur numérisation en vue de passer d'un taux d'assurance de 26 % actuellement à 50 et

55 % à l'horizon 2024. Parallèlement, cette stratégie 2020-2024, adoptée par la Cnma, œuvre à doubler le nombre d'adhérents à cette mutualité pour passer de 200 000 à 600 000 ou 700 000 adhérents à travers tout le pays en 2024. Par ailleurs, M. Benhabylès a souligné que l'élargissement du réseau des CRMA par l'ouverture de bureaux et d'agences locales permettra de se rapprocher des agriculteurs et des éleveurs et de leur faire connaître les différents services proposés par la mutualité, notamment les nouveaux produits. Dans ce contexte, il a signalé que la promotion

des nouveaux services d'assurance qui couvrent les catastrophes naturelles est devenue plus que nécessaire pour faire découvrir aux agriculteurs et autres éleveurs le rôle de l'assurance en tant que mécanisme économique dans le développement agricole. Concernant la numérisation, M. Benhabylès a ajouté que les nouveaux outils permettront une meilleure communication avec la nouvelle génération d'agriculteurs et d'éleveurs, notamment les jeunes universitaires investissant dans ce domaine et s'adaptant aux spécificités de chaque région. Le directeur général de la Cnma a procédé à

l'inauguration de l'agence locale de Kheiredine, qui englobe quatre communes, en attendant la réception d'une agence similaire à Hassi Mameche (3 communes). Ce qui portera le réseau de la CRMA à onze agences locales dans la wilaya de Mostaganem.

La CRMA de la wilaya de Mostaganem compte sur les activités de proximité et d'information pour relever le nombre d'adhésions et d'assurances, qui compte actuellement 5 000 assurés et adhérents sur un total de 28 000 agriculteurs et éleveurs actifs dans diverses filières agricoles.

F. H.

Constantine

Saïda
Remise des clés de 40
logements publics locatifs
à leurs bénéficiaires
à Ouled Khaled

L'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi) de la wilaya de Saïda a procédé, lundi, dans la commune de Ouled Khaled, à la remise des clés de logements publics locatifs (LPL) à leurs bénéficiaires, a-t-on appris auprès de cet organisme.

Cette opération de remise des clés s'est déroulée au niveau du nouveau groupement d'habitat, situé à Ain Ezzarga, une zone rattachée à la commune de Ouled Khaled, a indiqué à l'APS le chef de division exploitation à l'Opgi, Farid Chaïb. La liste des bénéficiaires de ce quota de logements a été affichée au mois d'août dernier par les services de la daïra de Sidi Boubekeur, a déclaré le même responsable. L'Office de promotion et de gestion immobilière a effectué, la semaine dernière à la maison de la culture «Mustapha-Khalef» de la ville de Saïda, un tirage au sort pour désigner les sites des bénéficiaires de ces logements, a-t-il fait savoir. Il est attendu, prochainement, la remise des clés d'un autre quota de 20 logements de la même formule dans la zone d'El Ayoune relevant de la même commune, selon la même source.

A noter que la commune de Ouled Khaled a bénéficié d'un programme de 400 logements publics locatifs, dont 190 ont été réceptionnés et le restant, soit 210 unités, est en cours de réalisation.

R. R.

Renouvellement et renforcement du réseau de gaz naturel dans deux communes

■ Plusieurs projets portant renouvellement et renforcement du réseau de gaz naturel ont été réceptionnés dans les communes de Didouche Mourad et Hamma Bouziane (nord de Constantine), a-t-on appris auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine.

Par Lyes B.

S'exprimant en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation sur les risques dus à une mauvaise utilisation du gaz, dont le coup d'envoi a été donné depuis le nouveau pôle urbain de Retba (Didouche Mourad), Karim Boudoula, responsable de la communication et de l'information au sein de cette direction, a précisé que ces nouvelles opérations visent à prévenir surtout les coupures de gaz pouvant être enregistrées durant l'hiver, tout en contribuant à améliorer la qualité du réseau et les conditions de vie de la population.

Les opérations entreprises dans divers quartiers de ces deux localités, à l'instar des cités Mimouza et des 350 logements de la commune de Didouche Mourad, ont consisté au renouvellement d'un réseau de quatre km avec la mobilisation d'un montant financier global estimé à 350 millions DA, a-t-il souligné. Par ailleurs, cette campagne de sensibilisation a été initiée par la direction de la Protection civile (DPC) en coordination avec les services de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sadeg), des directions



de la santé et du commerce, ainsi que l'association locale de protection du consommateur, a affirmé de son côté le responsable de la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué, le capitaine Abderrahmane Lagraâ. Il a fait savoir, dans ce même contexte, que cette campagne de prévention et de «porte à porte» qui se poursuivra jusqu'au 23 février prochain a ciblé en

particulier le nouveau site d'habitation de Retba (6 000 logements), dont les foyers sont nouvellement raccordés au gaz naturel. Le programme de ces actions d'information de proximité, qui touchera également des familles résidant dans les zones rurales, porte sur la présentation de recommandations sur les méthodes d'installation et de fonctionnement des appareils fonctionnant au gaz et sur la

nécessité de procéder à une bonne ventilation, a révélé le capitaine Lagraâ. Il est à noter que des sorties de sensibilisation similaires ont été organisées le mois dernier par la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine qui couvre sept communes de cette wilaya, ciblant différents quartiers, à l'instar des cités Ziadia, El Emir Abdelkader et 20-Août-1955.

L. B.

Tissemsilt

Plus de 30 principaux points noirs causant des inondations recensés

Quelque 31 principaux points noirs causant des inondations ont été recensés à travers la wilaya de Tissemsilt, a annoncé le wali, Abbès Badaoui. Lors d'une rencontre d'évaluation des mesures prises pour la prévention du risque de crues dans la wilaya, le wali a déclaré que «31 principaux points noirs causant les inondations ont été recensés à travers la le territoire de la wilaya. La plupart de ces points ont été supprimés et cinq autres nécessitent une opération d'urgence à programmer par la Direction des ressources en eau». Le wali a aussi annoncé la mise en place d'une commission de wilaya chargée du

traitement des points noirs causant des inondations. Celle-ci comprend les directeurs des travaux publics, des ressources en eau, de l'environnement, la sûreté de wilaya et les chefs de daïra. Le même responsable a exhorté les responsables des secteurs composant cette commission à effectuer, dans un délai d'une semaine, un recensement précis et global de tous les points noirs des villes et dégager des solutions efficaces pour la prévention du risque de crues lors de la période des précipitations.

Le chef de l'exécutif de wilaya a indiqué qu'il accordera une priorité aux projets de développement visant à la prévention du risque de crues et ce,

dans le cadre du programme de développement de wilaya du prochain exercice. Dans ce contexte, il a appelé les chefs de daïra et les responsables des secteurs concernés à œuvrer ensemble pour concrétiser des travaux préventifs urgents afin d'éviter le risque d'inondations avec le curage des oueds, le drainage des canaux d'eau, avaloirs et lutter contre les décharges anarchiques. «Des mesures répressives seront prises à l'encontre des personnes rejetant des déchets inertes au sein du tissu urbain causant le blocage des avaloirs. Leurs moyens de transport peuvent être mis en fourrière pour une période pouvant atteindre six mois», a

ajouté la même source. Par ailleurs, le wali a mis l'accent sur la nécessité de recenser les moyens à mobiliser pour faire face aux inondations survenant à travers la wilaya, annonçant le lancement d'un programme de sensibilisation, en collaboration avec la radio régionale de Tissemsilt, qui émettra des spots et émissions pour permettre aux citoyens de contribuer à cet élan de prévention du risque de crues dans le tissu urbain.

A noter que cette rencontre, initiée par les autorités de wilaya, a réuni les directeurs des travaux publics, des ressources en eau, de l'environnement, de la sûreté de wilaya et les chefs de daïra.

Samy Y.

Chlef

Le nombre d'agences de tourisme porté à plus de 50

Le nombre d'agences de tourisme et de voyages, ouvertes dans la wilaya de Chlef, est passé à plus de 50, un fait qui va créer de la compétitivité et qui contribuera à la diversification des prestations fournies par le secteur, a-t-on appris du directeur local du tourisme et de l'artisanat.

Selon Rachid Bendouda, le secteur compte désormais 53 agences de tourisme et de voyages dans la wilaya, contre une trentaine d'agences au mois

de février passé, avec une prévision de création de 42 nouvelles agences avant la fin de l'année en cours. Soulignant l'importance et le rôle des agences de voyages dans la promotion du tourisme local et à l'international et les potentialités touristiques de la wilaya, le même responsable a signalé que ses services œuvrent à atteindre le chiffre de plus de 100 agences, avant la fin de l'année en cours. «L'ouverture de ces agences de tourisme permettra de créer une concurrence

entre elles et de diversifier l'offre touristique proposée dans le cadre du tourisme intérieur, ou pour les touristes en provenance de l'étranger», a estimé M. Bendouda. Il a signalé, par ailleurs, la création récente du Club des agences de tourisme et de voyages de Chlef. Un fait qui devrait contribuer, selon lui, à l'«organisation et au développement de leurs activités, notamment au volet formation». Le responsable a annoncé le lancement, la semaine dernière, à par-

tir de l'hôtel «Le Mirador», de la première plateforme électronique de gestion des agences de tourisme et de voyages à distance, «Witoda Gold», développée par une jeune entreprise algérienne et assurant des services de billetterie et d'hébergement pour les touristes, en plus d'une formation continue sur le tourisme électronique pour les travailleurs de ces agences.

En outre, au titre des efforts de numérisation du secteur du Tourisme et de l'Artisanat, la

direction locale du secteur s'attelle à l'organisation d'un atelier national, qui regroupera différents acteurs du secteur pour tenter de trouver des solutions au problème du paiement électronique auquel sont confrontés les établissements touristiques et de formuler des propositions visant à l'aplanissement du problème du paiement électronique, et de formuler des recommandations à soumettre aux autorités et organes centraux.

A. Y.

Rencontre algéro-italienne pour une éventuelle collaboration

Objectifs : protection et restauration des biens culturels

■ Le théâtre de l'ambassade d'Italie a accueilli, lundi, plusieurs intervenants et spécialistes, à l'occasion d'une rencontre sur «les opportunités de collaboration algéro-italienne dans le domaine de la protection et la restauration des biens culturels».



Par Abia selles

Dans le cadre de la récente visite d'Etat en Algérie du président de la République d'Italie, Sergio Mattarella, cette rencontre, introduite par l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese, donne suite à la convention de coopération

scientifique signée entre l'Institut central pour la restauration de Rome et l'Ecole nationale supérieure de conservation et restauration des biens culturels.

Concernant la collaboration algéro-italienne dans la protection et la restauration des biens culturels datant de plusieurs années déjà, M. Giovanni Pugliese, qualifiant la visite du

Président Sergio Mattarella d'«historique», qui allait donner «un nouvel élan à la coopération, déjà excellente, entre les deux pays», a rappelé quelques réalisations «réussies» en la matière, le Palais des Rais à Alger (Bastion 23) notamment.

Le directeur de l'Ecole nationale supérieure de conservation et restauration des biens cultu-

rels (ENSCRBC), Mohamed Cherif Hamza, s'est étalé sur les contenus et les termes de la convention, valable, a-t-il dit, pour «une durée de trois ans».

Le directeur de l'ENSCRBC a entre autres rappelé les termes de coopération des deux parties algérienne et italienne, dans le secteur de l'organisation pédagogique, notamment par l'échange d'informations concernant la structure pédagogique et les programmes d'enseignement.

Dans le secteur de la formation, poursuit Mohamed Cherif Hamza, des échanges d'étudiants et d'enseignants chercheurs sont envisagés, ainsi que la collaboration dans le cadre de projets de recherche et laboratoires inhérents à la conservation et à la restauration des biens culturels, pour conclure avec la possibilité d'organisation d'événements sur des thématiques d'intérêt commun.

Cette rencontre a également

été enrichie par les interventions des directrices de l'Institut central italien de la restauration, Alessandra Marino et l'Institut culturel italien d'Alger, Antonia Grande, et celles du président du Conseil algérien national de l'Ordre des architectes, Mustapha Tibourtine, le président ainsi que le directeur de l'Association italienne pour la restauration architectonique, artistique et urbaine «Assorestauro», Alessandro Bozzetti et Andrea Griletto.

A. S.

Ineffable Magazine Lancement d'un concours photo 2021

Ineffable magazine en ligne lance un concours photo. Pour ceux qui ne connaissent pas ce support médiatique, ce dernier porte sur l'art et la culture algérienne. Il vient apporter une vision fraîche et passionnée à cette discipline et lui attribuer une échelle humaine en la rattachant à un vécu. Son adresse : <http://ineffable-dz.art/>. Aussi, son concours lancé récemment est ouvert jusqu'au 7 décembre prochain. Pour participer, il vous suffit de publier une photo ou une illustration qui met en valeur le patrimoine bâti de votre ville avec #ConcoursIneffableDz en taguant Ineffable Art & Culture et être abonné(e) à ineffable art et culture. Le gagnant du concours recevra un pack fuji-film instax mini 11 incluant : l'appareil photo, une housse, un album photo et un pack de 10 films instax mini. Il verra aussi sa photo/illustration publiée dans la prochaine édition (19*) de ineffable art & culture. L'objectif du concours est de remettre le patrimoine de nos villes au centre de notre quotidien, pousser les habitants à redécouvrir leur ville et leur histoire. Les critères de sélection sont simples. Le choix se fera en fonction du respect de la thématique, de l'originalité et de l'émotion qu'elles transmettent. La qualité d'image de la photo ne sera pas prise en considération dans la sélection, seul le contenu sera jugé (ainsi, la photo peut être prise par un simple téléphone). Les photos peuvent être retouchées ou utilisées pour créer un collage, il est aussi possible de joindre dessin et photo. Votre compte n'est pas public ? Vous pouvez aussi participer en envoyant votre photo/illustration par email sur concours@ineffable-dz.art.

L. B.

Tissemsilt

Inauguration d'une fresque dédiée aux personnalités historiques

Une fresque dédiée aux personnalités historiques nationales et réalisée par l'artiste Dani Réda a été inaugurée, lundi à Haï Ain El Bordj, au centre-ville de Tissemsilt.

Cette fresque a été peinte à l'occasion de l'ouverture de la manifestation de la rencontre des jeunes, organisée dans le cadre de la célébration du 67^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Elle comporte des portraits de personnalités nationales historiques comme le fondateur de l'Etat algérien moderne l'Emir Abdelkader, le défunt président Houari Boumediène, le chef de file des Ouléma, Abdelhamid Ibn Badis, entre autres figures connues sur la scène nationale.

«Cette œuvre artistique permet à tout un chacun de s'intéresser au parcours de ces personnalités marquantes de l'histoire de

l'Algérie et de mieux les connaître, a indiqué l'artiste peintre Dani qui compte réaliser la décoration des maisons de jeunes, projet qu'il entend lancer en collaboration avec la direction locale de la jeunesse et des sports. Il s'agira de réaliser des fresques avec la participation de jeunes artistes membres des infrastructures juvéniles de la ville de Tissemsilt, a-t-il dit. Au programme de la rencontre des jeunes, organisée

pour quatre jours par la DJS, figureront la tenue d'ateliers et d'expositions de création et de réalisation d'activités artistiques et récréatives par des adhérents des structures artistiques de la wilaya dont des collections d'objets muséaux, de philatélie, de travaux manuels artistiques et de dessin écologique, de chants patriotiques, parallèlement à l'organisation de mini-tournois de volley-ball et de jeux d'échecs.

F. H.

Netflix

De nouveaux problèmes avec les opérateurs sud-coréens

Les opérateurs sud-coréens estiment que Netflix doit payer une compensation financière, car selon eux, ils utilisent le réseau internet sud-coréen sans payer les fournisseurs d'accès. Et cela agace particulièrement l'un d'entre eux, SK Broadband, qui est partie en guerre juridique contre Netflix.

Il faut savoir qu'en Corée du Sud, les géants locaux du numérique comme Naver et Kakao mais aussi Facebook, paient les fournisseurs d'accès à internet pour couvrir les coûts de maintenance de fonctionnement du réseau. Un projet de loi est en cours afin que le principe soit gravé dans le marbre, car seuls Google et Netflix refusent de payer.

Mais le principe est simple : les utilisateurs surfent sur inter-

net pour aller sur les sites de ces plateformes, donc ces dernières doivent participer financièrement à l'entretien du réseau. SK Broadband assure que son trafic a été multiplié par 24 en Corée du Sud depuis mai 2018 et attribue en partie cette hausse spectaculaire au succès de Squid Game ou «DP», des productions de Netflix. La plateforme compte 4 millions d'abonnés dans le pays.

Netflix campe sur ses positions

L'entreprise américaine estime qu'elle traite tous ses partenaires de la même manière, et donc refuse de payer uniquement en Corée du Sud. Mais les élus sud-coréens estiment que l'entreprise à des arrangements

financiers avec des opérateurs en France ou au Royaume-Uni.

Le vice-président de Netflix en visite dans le pays la semaine dernière n'a pas répondu clairement, et juge que l'entreprise en fait assez pour garantir la qualité du réseau.

Dean Garfield a aussi rappelé qu'en cette année 2021 l'entreprise avait investi 500 millions de dollars en Corée du Sud. Malgré tout, le conflit juridique semble tourner à l'avantage de SK Broadband. Depuis 2020 les deux entreprises s'affrontent régulièrement par tribunaux interposés.

Toutes les demandes de Netflix ont été déboutées et le dernier jugement en date par le tribunal de Séoul estime que la plateforme devrait raisonnablement dédommager l'entreprise

coréenne. Netflix a fait appel de la décision qui serait de nouveau étudiée par les juges en décembre.

Mais ce n'est pas la seule polémique à laquelle Netflix doit faire face en Corée du Sud puisque après le succès de «Squid Game», l'entreprise est accusée de pratiquer «le pré-achat». Netflix mise en quelque sorte sur une œuvre en payant un prix de façon anticipée, avant même sa sortie. Et en cas de succès commercial, comme c'est le cas avec «Squid Game» et ses plus de 110 millions de spectateurs, c'est Netflix qui empêche le jackpot et non pas les réalisateurs, les acteurs et la société de production coréenne qui n'a perçu que 10 % des recettes.

R. I.



Pologne

Des milliers de migrants massés à la frontière, Varsovie craint l'escalade

■ La Pologne s'est inquiétée, lundi, d'une escalade à sa frontière avec le Bélarus, aux confins de l'Union européenne, où des milliers de migrants sont massés, les Occidentaux dénonçant une tactique «inacceptable» de Minsk.

Par Mourad M.

«**L**es forces de l'intérieur et des soldats ont réussi à stopper la première tentative de passer la frontière en masse», a assuré sur Twitter le ministre polonais de la Défense.

«Les migrants ont installé un camp dans les environs de Kuznica. Ils sont gardés en permanence par les services bélarusses», a-t-il ajouté.

La police aux frontières polonaises a diffusé des vidéos sur Twitter montrant des migrants, principalement originaires du Moyen-Orient, munis de cutters et de branches pour essayer de forcer le passage de la frontière, hérissée de barbelés coupants, tandis que des policiers polonais en tenue antiémeute veillaient au grain. Le porte-parole du gouvernement polonais, Piotr Muller, a déclaré à la presse qu'au total 3 000 à 4 000 migrants s'étaient

massés près de la frontière.

«Nous craignons qu'il ne puisse y avoir une escalade de ce type d'actions à la frontière polonaise dans un avenir proche et de nature armée», a ajouté M. Muller, accusant à nouveau des personnes «liées aux services secrets bélarusses» d'être derrière ces tentatives de passage illégal de migrants.

A Varsovie, une cellule de crise gouvernementale, à laquelle participent le Premier ministre Mateusz Morawiecki, ainsi que les ministres de l'Intérieur et de la Défense, s'est réunie en début d'après-midi.

«Nous nous préparons à tous les scénarios», a écrit sur Twitter le ministre de l'Intérieur, Mariusz Kaminski. Bruxelles a accusé le président bélarusse, Alexandre Loukachenko, d'orchestrer l'arrivée de cette vague de migrants et de réfugiés en réponse aux sanctions européennes décidées après la répression brutale dont l'opposition a été victime.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a à cet égard appelé lundi les Etats membres de l'UE à donner leur feu vert à de nouvelles sanctions.

«L'instrumentalisation des migrants dans un but politique est inacceptable», a-t-elle jugé dans un communiqué. Outre une extension des sanctions contre le régime de Minsk, elle souligne que l'Union européenne «va examiner comment sanctionner les compagnies aériennes de pays tiers qui acheminent les migrants au Bélarus».

Réaction similaire des Etats-Unis qui «condamnent fermement l'exploitation politique et la manipulation de personnes vulnérables par le régime bélarusse», par la voix du porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price. «L'utilisation des migrants par le régime Loukachenko en tant que tactique hybride est inacceptable», a également mis en garde l'Otan, appelant le Bélarus à «respecter le droit international».

De son côté, l'Allemagne a appelé, hier, l'Union européenne à «faire front commun» pour parer à la situation, assurant par la voix de son ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, que «la Pologne ou l'Allemagne ne peuvent pas faire face à ceci toutes seules». «Nous devons aider le gouvernement polonais à sécuriser sa frontière extérieure. Cela devrait être l'affaire de la Commission européenne. Je l'appelle maintenant à prendre des mesures», a-t-il insisté.

Ces accusations ont été balayées par les autorités bélarusses. «Tous ces gens, dont des femmes et des enfants, ne



PH. > D. R.

présentent aucune menace pour la sécurité et n'ont rien d'agressif», a rétorqué un responsable des garde-frontières bélarusses, Anton Bychkovsky.

Les garde-frontières bélarusses avaient auparavant confirmé dans un communiqué qu'«un grand groupe de réfugiés transportant des effets personnels se déplaçait le long de l'autoroute vers la frontière avec la Pologne».

«Selon ces réfugiés, ils se sont rassemblés pour former un groupe assez large pour empêcher leur expulsion forcée par la Pologne et attirer l'attention de la communauté internationale sur le non-respect des droits de l'homme en Pologne», a ajouté M. Bychkovsky.

Des médias polonais ont cependant diffusé des interviews de migrants contredisant cette version et expliquant que les Bélarusses les forcent à franchir la frontière.

Des dizaines de vidéos diffusées sur les réseaux sociaux

lundi montraient des groupes de centaines de personnes, portant des vêtements chauds et des sacs à dos, marchant le long d'une route.

Selon une géolocalisation faite par le service de fact-checking de l'AFP, une des vidéos a été prise à Bruzgi au Bélarus, à 1,2 km de la frontière avec la Pologne.

La cheffe de l'opposition bélarusse, Svetlana Tikhonovskaïa, en a appelé à ce sujet sur Twitter au Conseil de sécurité de l'ONU.

La situation se détériore depuis fin août et a poussé la Pologne à ériger une clôture de barbelés et à instaurer un état d'urgence empêchant la présence de médias dans la zone, en plus de masser des milliers de soldats.

Au moins dix migrants sont morts jusqu'à présent dans la région, dont sept du côté polonais de la frontière, selon le quotidien polonais «Gazeta Wyborcza».

M. M.



Commentaire

Victoire

Par Fouzia Mahmoudi

L'Amérique entière s'est intéressée ces dernières semaines à l'élection du nouveau gouverneur de l'Etat de Virginie. La bataille âpre entre le candidat démocrate aguerri et le candidat inexpérimenté républicain a fait l'objet d'une attention particulière du fait du soutien appuyé de Donald Trump au candidat conservateur. Et finalement s'est bien le républicain Glenn Youngkin qui a réussi à remporter le poste de gouverneur, à l'issue d'un scrutin considéré comme un test pour les démocrates et pour Joe Biden. Glenn Youngkin, homme d'affaires de 54 ans sans expérience politique, a ainsi battu Terry McAuliffe, 64 ans et ancien gouverneur de cet Etat de l'est des Etats-Unis (2014-2018). Glenn Youngkin, qui a emporté le vote rural traditionnellement conservateur, a aussi réussi de bons scores dans les fiefs démocrates du nord de l'Etat. «Ça fait longtemps que ce n'est plus une campagne électorale et que ça a commencé à devenir un mouvement mené par vous tous», avait assuré Youngkin à ses partisans à l'annonce des premiers résultats. Jusqu'au bout, les démocrates ont voulu croire à leur victoire : «Nous allons continuer à compter les bulletins de vote, parce que tous les habitants de Virginie méritent que leur vote soit compté», a affirmé Terry McAuliffe devant ses supporters mardi soir. «Le combat continue», a lancé ce vétéran de la politique, qui a reçu le soutien des poids lourds du parti pendant la campagne. «Nous allons gagner cette élection, même si elle est serrée», avait encore affirmé, avant la fermeture des bureaux de vote, Joe Biden depuis Glasgow, où il participait à la COP26. Ce scrutin est considéré comme un baromètre du soutien à la politique du président américain, même s'il s'en défend. Sa popularité s'est effritée depuis le chaotique retrait américain d'Afghanistan. Et ses grands plans d'investissements, l'un dans les infrastructures, l'autre sur un volet social et climatique, sont bloqués au Congrès, victimes de dissensions au sein même du Parti démocrate. Une victoire de Youngkin offre aux républicains une stratégie pour reconquérir le Congrès, où les démocrates disposent d'une majorité fragile aux élections de mi-mandat en novembre 2022. La large avance de Terry McAuliffe a fondu en quelques semaines et les deux hommes étaient mardi dernier au matin au coude-à-coude dans cet Etat qui avait massivement voté pour Joe Biden lors de la présidentielle, il y a un an. Terry McAuliffe, dont l'électorat est essentiellement urbain, avait mis en garde contre une victoire républicaine qui rimerait avec «quatre ans de théories du complot et de politique extrémiste». La victoire de Youngkin est d'autant plus frustrante pour les démocrates qu'elle est considérée comme une victoire pour Donald Trump qui accumule les succès ces derniers mois et qui semble décidé à se relancer dans le jeu politique, au grand dam des démocrates qui pensaient avoir réussi à se débarrasser définitivement de lui en janvier dernier.

F. M.

Éthiopie

Un chef rebelle oromo promet une victoire «très prochaine»

Le chef d'un groupe armé oromo, allié aux rebelles tigréens en guerre contre le gouvernement éthiopien, a affirmé que ses combattants étaient près de la capitale, promettant une fin «très prochaine» au conflit, objet d'intenses efforts diplomatiques ces derniers jours. L'Armée de libération oromo (OLA), groupe armé de l'ethnie oromo, a annoncé en août avoir fait alliance avec le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) qui se bat depuis novembre 2020 contre les forces gouvernementales dans le nord du pays. Le TPLF et l'OLA, classés comme «terroristes» par Addis Abeba, ont revendiqué la semaine dernière la prise de plusieurs villes-clés de la région de l'Amhara, sans exclure de marcher sur la capitale.

«Ce dont je suis sûr, c'est que ça va se terminer très prochaine-

ment», a déclaré à l'AFP le chef militaire de l'OLA, Jaal Marroo, en ajoutant : «Nous nous préparons à lancer une autre attaque».

Alors que le TPLF a dit avoir pris des villes à quelques centaines de kilomètres d'Addis Abeba, Jaal Marroo, de son vrai nom Kumsa Diriba, affirme que certains combattants de l'OLA sont encore plus proches, à environ 40 kilomètres de la capitale, sans s'être «jamais déplacés d'un pouce» du territoire qu'ils contrôlaient.

L'OLA est implantée en Oromia, la plus grande région du pays qui enclave Addis Abeba.

Les communications sont coupées dans les zones de combats et l'accès des journalistes y est restreint, rendant difficile toute vérification indépendante.

Le Premier ministre Abiy Ahmed a envoyé l'armée au Tigré le 4 novembre 2020 pour

destituer les autorités régionales issues du TPLF, qu'il accusait d'avoir attaqué des bases militaires. Le prix Nobel de la paix 2019 a déclaré la victoire le 28 novembre, mais les combattants du TPLF ont repris en juin l'essentiel du Tigré puis avancé dans les régions voisines de l'afar et de l'Amhara. Jaal Marroo a affirmé que l'OLA – accusée de multiples massacres de civils de l'ethnie amhara, ce qu'elle a démenti – ne représentait «aucune menace» pour les citoyens ordinaires.

Mais il a fait du départ de M. Abiy et de son Parti de la Prospérité un prérequis au début d'une réconciliation.

Le gouvernement a démenti toute menace sur Addis Abeba, mais il a décrété l'état d'urgence dans le pays le 2 novembre. Les autorités de la capitale ont demandé aux habitants de s'or-



Ligue 2 amateur (sanctions)

Défalcation de trois points et match perdu par pénalité pour le CAB

Le CA Batna, pensionnaire de la Ligue 2 amateur, a écopé d'une défalcation de trois points, plus match perdu par pénalité, suite à son forfait face à la JSM Béjaïa, lors de la 1^{re} journée du championnat, a annoncé la Ligue nationale de football amateur (LNFA), lundi sur son site officiel. «L'affaire du match CA Batna - JSM Béjaïa, qui ne s'est pas joué le 26 octobre dernier, pour le compte de la 1^{re} journée du championnat de Ligue 2, a été traitée dimanche par la commission de l'organisation sportive de la LNFA, qui a décidé ce qui suit : match perdu par pénalité au CA Batna pour en attribuer le gain à la JSM Béjaïa qui marque un score de 3-0, défalcation de trois points au club CA Batna, plus une amende de 50 000 dinars», a précisé la LNFA

dans un communiqué. La rencontre n'a pas eu lieu «en raison de la non présentation par le CA Batna des licences de leurs joueurs et des staffs. En l'absence des licences, le contrôle des identités des joueurs du CAB ne s'est pas effectué pour constater effectivement leur présence à l'appel pour une éventuelle participation à la rencontre programmée, ne respectant pas ainsi les dispositions de l'article 54-2», explique la LNFA. A l'issue de cette décision, le CAB se retrouve désormais à la dernière place au classement du groupe Centre-Est, avec 0 point, en compagnie du MC El Eulma et de la JSM Skikda, alors que la JSM Béjaïa se hisse à la deuxième place avec 7 unités, conjointement avec le NRB Téléghma et l'USM Khenchela.

ES Sétif

Trois semaines d'indisponibilité pour Benayad

L'attaquant de l'ES Sétif, Ryad Benayad, victime d'une luxation du coude, devra s'éloigner des terrains pour trois semaines, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de football, lundi sur sa page officielle Facebook. «Suite à une mauvaise chute sur le bras gauche, Benayad a été victime d'une luxation du coude. Il a reçu rapidement les premiers soins, où le staff médical a pu remettre l'os à sa place. Après avoir subi une imagerie à résonance magnétique (IRM) à l'hôpital, il a été décidé de lui accorder trois semaines de repos», a indiqué l'Entente dans

un communiqué. Arrivé durant l'intersaison à titre de prêt pour une saison en provenance du Paradou AC, Benayad (25 ans) s'est blessé dimanche, lors du match nul concédé à domicile face à l'ASO Chlef (0-0), dans le cadre de la 3^e journée du championnat. Une rencontre marquée par l'expulsion de l'entraîneur tunisien de l'ESS, Nabil Kouki, et du défenseur central sétifien, Hicham Belkaroui. Au terme de la 3^e journée, l'ESS occupe la 6^e place au classement, conjointement avec le NA Hussein-Dey, avec 5 points chacun.

FC Barcelone

Xavi officiellement présenté comme nouvel entraîneur



L'ancien joueur du Barça revient dans son club formateur comme entraîneur. Xavi a été présenté officiellement ce lundi au Camp Nou. Xavi, l'ancien joueur mythique du Barça, de retour pour endosser le costume d'entraîneur, a été présenté officiellement lundi à la mi-journée devant des milliers de supporters rassemblés au Camp Nou. Le Barça avait officialisé sa signature jusqu'en 2024 dans la nuit de vendredi à samedi. Le successeur de Ronald Koeman, 41 ans, aura fort à faire pour redresser la barre du géant catalan, largué en Championnat (9^e) et pas assuré de voir les 8^e de finale de la Ligue des champions (le Barça est deuxième du groupe E avec six points en 4 matches). «Je reviens à la maison, je sais que c'est compliqué, économiquement et footballisti-

quement», a expliqué Xavi, nommé au Barça après avoir quitté le banc du club qatari d'Al-Sadd. «C'est un jour historique pour Barcelone. Bienvenue, Xavi», a lancé Joan Laporta, le président du club en l'accueillant, lui et sa famille, sur la pelouse du Camp Nou. «Merci à tous. Je ne veux pas me montrer trop ému, mais je le suis, j'ai la chair de poule», a lâché Xavi en réponse aux acclamations des supporters. «(Le Barça) est le plus grand club du monde et je vais travailler dur pour répondre à vos attentes. Barcelone ne peut pas accepter un match nul ou une défaite. Nous devons gagner tous les matches», a déclaré Xavi, lors de sa présentation au Camp Nou.

Equipe nationale de football

Les Verts à pied d'œuvre au Caire

La sélection nationale de football est depuis avant-hier soir à pied d'œuvre au Caire, en Egypte, pour préparer le prochain match comptant pour la cinquième journée des éliminatoires du Mondial 2022 du Qatar face au onze djiboutien vendredi prochain.



Les joueurs préparent sérieusement Djibouti et le Burkina Faso

Par Mahfoud M.

Arrivés par un vol spécial à partir d'Alger, les coéquipiers de Mahrez ont commencé les choses sérieuses durant la soirée avec une première séance de travail qui s'est déroulée au Cairo Stadium. Avant cela, le coach des Verts avait eu une discussion avec les joueurs pour leur présenter le programme de la préparation et leur expliquer ce qu'il attend d'eux. Il a ensuite programmé plusieurs ateliers lors de cette séance, notamment pour bien les préparer physiquement, sachant que la tâche ne sera pas de tout repos, même si en face il n'y aura pas un gros

morceau, vu que Djibouti est éliminé de la course. Il faut savoir que les Fennecs sont maintenant l'équipe à abattre, étant donné que tout le monde souhaite se mesurer aux champions d'Afrique en titre. Par ailleurs, les joueurs de l'EN étaient émus de retrouver encore une fois cette ville où ils avaient écrit une page glorieuse de l'histoire, avec ce sacre africain qui était attendu depuis longtemps par le public algérien. Le stratège des Verts, Mahrez, a même réédité le coup franc exécuté du même endroit face au Nigeria et qui avait permis à l'Algérie d'atteindre la finale de la CAN. Au registre des absences, tout le monde a regretté celle d'Attal qui, encore

une fois, s'est blessé et sera sans doute absent deux à trois semaines, ce qui veut dire qu'il ne pourra pas disputer les deux matchs face à Djibouti et au Burkina Faso. Malgré cela, le coach national, Belmadi, a sa petite idée sur le joueur qui devra le remplacer. D'ailleurs et en apprenant la nouvelle, il a tout de suite fait appel à Benayada, le défenseur de l'ES Sahel en Tunisie, qui a rejoint le groupe hier. Quoi qu'il en soit, tout le monde est prêt pour le rendez-vous et les joueurs se donneront à fond pour décrocher les trois points du succès qui leur permettra de se rapprocher de la qualification au match barrage.

M. M.

Roumanie

Billel Omrani buteur et passeur

Hier, le leader du championnat de Roumanie, le CRF Cluj, est revenu avec les trois points du terrain du Dinamo Bucarest. L'attaquant algérien Billel Omrani, auteur d'un but et d'une passe décisive, y est pour beaucoup.

Billel Omrani est en forme. Le joueur formé à l'OM n'a pas

attendu longtemps pour ouvrir le score lors de la rencontre qui opposait Cluj, son club, au Dinamo Bucarest. À la 14^e minute, Omrani s'est trouvé à la réception d'un centre sur coup franc, trompant ainsi le gardien adverse d'une tête croisée.

Quelques minutes après, Omrani récidivait, cette fois en

délivrant une passe décisive qui permettait à son équipe de prendre le large. Dans les dix dernières minutes, Cluj a même fini par inscrire un troisième but, terminant ainsi le match sur un score large de 3-0 et prenant le large en championnat avec plus de huit points d'avance sur son dauphin.

Burkina Faso

Le gardien de but Koffi forfait face au Niger et à l'Algérie

Le gardien de but international burkinabé du SC Charleroi (Belgique), Hervé Koffi Kouakou, blessé, a déclaré forfait pour les deux derniers matchs du Burkina Faso, aux éliminatoires (Gr.A) de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar : vendredi 12 novembre face au Niger à Marrakech (14h00), et devant l'Algérie, le mardi 16 novembre au stade Mustapha-Tchaker de Blida (17h00), rapporte, lundi, la presse loca-

le. Considéré comme l'un des tauliers des «Étalons» et titulaire indiscutable, Koffi (25 ans) s'est blessé samedi lors du match du championnat belge face à l'Union St-Gilloise (défaite 4-0), comptant pour la 14^e journée. Le natif de Bobo-Dioulasso rallonge ainsi la liste des blessés chez la sélection burkinabé, puisque le sélectionneur Kamou Malo devra également composer sans les attaquants Botue Jean F Kouamé (AC Ajaccio/France),

Yacouba Songné (Young Africans/Tanzanie), et Abdoul Fessal Tapsoba (Standard de Liège/Belgique), en plus de Bertrand Isidore Traoré (Aston Villa/Angleterre), Lassina Franck Traoré (Sakhtar Donetsk/Ukraine), indisponibles depuis quelque temps déjà. Dans un communiqué publié lundi sur sa page officielle Facebook, la Fédération burkinabé (FBF) a tenu à démentir toute simulation de blessures de la part de ces joueurs.